

Combattre la supercherie du discours guerrier de l'État La guerre de classe est la seule réponse possible aux assassins de masse Ni dieux, ni maîtres, ni États, ni patrons

La tuerie perpétrée à Paris le 13 novembre impose de dépasser vite l'émotion et de comprendre ce qu'elle signifie. Des centaines de personnes tuées, blessées, traumatisées méritent plus que l'indignation et l'appel à la paix, à la vie.

Cette tuerie est-elle un acte de guerre, comme le prétendent les classes dominantes du monde entier ? Mais une guerre de qui contre quoi ? Une guerre contre l'Occident des masses déshéritées du Proche et du Moyen Orient ? Une guerre de religion entre l'Islam et les deux autres religions du Livre, le Christianisme et le Judaïsme ? Une guerre de l'État islamique contre ses ennemis, les États de la coalition anti-terroriste ? Très peu de tout ça. Les cibles choisies démontrent que les tueurs de masse n'ont que faire de ces explications en dépit de leurs revendications confuses et délirantes. Des gens attablés à des terrasses, des spectateurs d'un concert rock ne sont identifiables ni à des « croisés occidentaux » qu'il fallait punir, ni à des « mécréants », ni à des représentants d'un quelconque État. Les victimes sont des êtres humains « ordinaires » qui vont boire un verre, écouter de la musique ou simplement déambuler dans la rue. En aucun cas, les tueurs n'ont ciblé l'État, le système capitaliste, ou ses représentations réelles ou symboliques.

Des massacres qui font le jeu de l'État

Nous écrivions, en janvier dernier : « *Quels que soient les buts des responsables du massacre à Charlie Hebdo, il a pour conséquence de terroriser la population tout entière. Terroriser pour empêcher de comprendre, terroriser pour dresser encore plus haut une barrière artificielle entre les gens en fonction de la croyance religieuse.* » Les faits du vendredi 13 novembre 2015 démontrent que l'État français et ses alliés sont pour le moins incapables d'empêcher les attaques contre la population. Tant que ce type d'action ne menace pas durablement l'accumulation du capital, tant qu'elle ne vise pas des objectifs militaires, la vie ou la mort de quelques centaines de civils ne fait ni chaud ni froid aux classes dominantes. Leurs larmes servent uniquement à couvrir la répression accrue qui vise les classes opprimées. Ce qui s'est passé a fourni aussi à la police et à l'armée une formidable opportunité pour faire un entraînement grandeur nature de quadrillage et de contrôle militaire de la ville.

L'État capitaliste français continue de jouer avec le feu. « *Ce que je veux dire aux Français, c'est que nous sommes en guerre. Oui nous sommes en guerre,* » insiste Manuel Valls. Et de continuer, « *nous avons toujours dit qu'il n'y avait pas de risque zéro, qu'il pouvait y avoir des attentats qui frapperaient plus durement la France* ». Pour enfoncer le clou : « *Les menaces vont durer : c'est une question de mois, peut-être d'années. Les Français doivent être forts.* »

Quoi de mieux pour maintenir la société civile et le prolétariat dans la peur ? Quoi de mieux pour faire accepter le renforcement des pouvoirs de l'État et les lois d'exception ? Quoi de mieux pour transformer des rescapés de la guerre ou de la famine en des terroristes potentiels ? Quoi de mieux pour blinder les frontières et repousser ces centaines de milliers de prolétaires vers les lieux d'où ils fuient ? Un passeport syrien de l'un des tueurs a suffi à jeter le soupçon de terrorisme sur les millions de Syriens qui s'échappent de leur pays et tentent de rejoindre l'Europe. De même, les populations dites de religion musulmane d'ici vont encore plus faire l'objet de méfiance, de discrimination, de répression. Ces actions renforcent les racistes de tous bords.

Ce discours de la peur, comme nous le rappelle Manuel Valls, avait déjà été utilisé après les attaques contre Charlie Hebdo et le supermarché hyper cacher. Les marches du 11 janvier 2015 avaient marqué un point d'arrêt. La société civile refusait de se laisser intimider. La tentative de l'État d'utiliser politiquement la peur était enrayée. Le renforcement de l'appareil sécuritaire de contrôle social n'a par contre pas cessé.

Pourrissement des relations sociales, ségrégation et islamo-fascisme

Ces massacres sont davantage l'expression extrême du pourrissement des relations sociales dans le camp des plus démunis, du prolétariat, que d'une guerre improbable entre États. Le Califat règne sur du sable, il tient les populations de ses territoires sous la terreur, il vit de rackets et de pillages, il est tout sauf un État moderne car il émane de la structure tribale sunnite. Quant à ses dits ennemis, les États capitalistes de la coalition antiterroriste, Russie comprise, mènent des actions militaires *a minima* avec l'objectif inavoué de fixer le Califat, l'empêcher de se développer tout en le maintenant comme épouvantail global, comme repoussoir apte à souder la société à l'État capitaliste moderne.

De leur côté, les petits criminels, dealers, racketteurs de prolétaires et autres voleurs de poules-reconvertis en soldats de Dieu sont davantage le produit de la défaite du projet révolutionnaire de la classe ouvrière que les cinquièmes colonnes d'un État islamique de coupeurs de gorges. Les assassins de Paris ont tous un trait commun : ils sortent des cités et des quartiers pauvres d'ici ou d'ailleurs. Ils sont le produit le plus pourri de la ségrégation dans laquelle l'État et le capital tiennent des millions de sans réserves. Mais ils ne sont pas des victimes. Par-delà leur auto-représentation, ils sont au contraire une partie du système qu'ils prétendent combattre. Une partie précieuse qui permet à l'État de militariser les rapports sociaux, de diviser encore davantage les classes opprimées et de redorer le blason de l'État comme seul défenseur possible de la société civile toute entière, comme garant unique, souverain, de l'ordre du capital.

Ces tueurs ont exprimé tout leur dégoût pour l'autre, quel qu'il soit, l'autre en tant que tel. Leur acte n'est pas un geste de révolte dévoyé mais une action dans la plus pure tradition des sectes religieuses. Manipulés par des prêcheurs de l'Apocalypse à la petite semaine, les assassins haïssent toute la société et chacun de leurs semblables qui ne partagent pas leur isolement sectaire, leur fanatisme bon marché. Seuls, ils le sont certainement. Leur « communauté spirituelle » n'est autre qu'un vulgaire prétexte pour exprimer cette haine de l'autre, cette haine des gens. Marionnettes idéales pour le Califat, qui les embrigade pour élargir le front de ses combats et recruter de nouveaux prosélytes. Marionnettes aussi entre les mains des États qui jurent combattre le Califat car ils utilisent leurs massacres pour renforcer leur emprise sur la société civile et sur le prolétariat en particulier. Marionnettes mais pas opprimés. Marionnettes qui oppriment leurs semblables. Islamo-fascistes par leur rôle et idiots utiles par eux-mêmes.

Les massacreurs de l'État islamique ont fait le choix de leur camp. On entend encore les bonnes âmes de la gauche et de l'extrême-gauche du capital expliquer la « radicalisation » de certains par la « fracture sociale » entre centre et banlieue et comme une réaction prévisible à « l'islamophobie » et au racisme de la société française. Pour ces faux matérialistes, il y a un lien mécanique entre la situation objective de misère et d'oppression et le choix de certaines personnes d'agir au nom d'une idéologie mortifère, antithèse de tout espoir de dépassement du présent.

Pourtant, combien, en France, vivent dans des situations comparables ou pires que Coulibaly, les frères Kouachi, Merah et tous les autres ? Combien font le choix de la religion ? Parmi ceux-là, combien choisissent une interprétation respectueuse et généreuse envers autrui, plutôt que celle nihiliste et mortifère des partisans du Califat ? Combien d'autres continuent de tenter de joindre les deux bouts entre petits boulots et débrouille, malgré les mêmes difficultés et les mêmes frustrations ? Combien d'entre eux ont décidé d'aller assister à un match de football le vendredi ? Combien sont descendus boire un verre dans des bars de Paris ?

Le Califat sur la défensive

Les tueries de Paris ont été expliquées par les propagandistes du Califat comme des actes de vengeance au nom des Irakiens et des Syriens tués par les bombes d'Assad et de la coalition anti-terroriste internationale. En cela, le Califat fait sienne la conception traditionnelle de la guerre que le capitalisme a élevé à une véritable planification industrielle des massacres de populations. D'après cette conception, pour battre un État ennemi, il faut en terroriser les habitants. Une logique qui est appliquée avec détermination depuis des décennies, en Palestine, où l'État israélien enferme dans des cages les Palestiniens de Gaza et des autres territoires occupés et où le Hamas et autres islamistes armés prétendent que résister à l'occupation soit synonyme de tuer des Israéliens. Une logique qui se matérialise dans les villes du sud de la Turquie habitées par les Kurdes, victimes d'un état de siège permanent par l'État turc.

Le Califat et ses prédécesseurs ont fait la même chose en détruisant la vie de civils désarmés à Paris, à Madrid, à Londres, à Ankara ou à Beyrouth. Jusqu'ici, en Irak et en Syrie, tous les ennemis de l'État islamique ont préféré prendre leur temps dans la lutte contre les partisans du califat : chacun a préféré se concentrer sur ses intérêts locaux, soit en visant d'autres cibles (la Russie et l'Iran contre les rebelles syriens, la Turquie contre le PKK, Israël contre le Hezbollah), soit en réduisant au strict minimum les opérations militaires risquées pour privilégier des manœuvres d'encerclement en se cachant derrière des frappes aériennes, qui ne sont intensives que dans leur propagande. La preuve ? Le nombre de missions de l'aviation américaine exécuté jusqu'ici (environ 10 000 depuis le début de la « guerre » contre l'EI) équivaut à celles réalisées en un seul jour durant la première guerre du Golfe. A l'instar de celles de l'aviation du dictateur syrien Assad, ces frappes font bien davantage de victimes chez les populations sous la férule des islamistes que parmi ces derniers. L'ensemble des ennemis auto-proclamés de l'État islamique – Russie, Iran et États-Unis, mais aussi ses anciens bienfaiteurs turcs – ont tous intérêt à garder en cage un monstre auquel ils ont déjà arraché les crocs. Cet État fantoche du Califat a épuisé ses capacités offensives, en Irak et Syrie, depuis maintenant plusieurs mois. L'accélération de l'internationalisation des combats peut s'expliquer par cette faiblesse accrue.

Comment combattre les fanatiques du Califat d'ici ?

Nous titrons notre tract après les tueries à Charlie Hebdo et au supermarché hyper cacher : « *L'attaque contre Charlie Hebdo impose au prolétariat de se charger directement et sans tarder de la lutte sans merci contre le fanatisme religieux violent qui renforce l'État et qui accroît la division au sein des exploités et des opprimés* ». Nous ajoutons : « *L'ignoble attentat contre Charlie Hebdo fait le jeu de l'État et affaiblit la seule classe, la classe ouvrière, qui peut battre concrètement le fanatisme religieux là où il s'enracine, là où il cherche ses soldats perdus, dans les quartiers populaires et sur les lieux de travail. Cette lutte est indispensable sous peine de devoir renoncer à faire valoir les raisons des exploités et des opprimés en s'organisant de façon indépendante contre l'État, contre tous les États.* ».

Ce message n'a malheureusement pas perdu de son sens, après les massacres du 13 novembre.

Ni dieux, ni maîtres, ni États, ni patrons

Mouvement Communiste/ Kolektivně proti kapitálu, le 15 novembre 2015.

« *La détresse religieuse est, pour une part, l'expression de la détresse réelle et, pour une autre, la protestation contre la détresse réelle. La religion est le soupir de la créature opprimée, l'âme d'un monde sans cœur, comme elle est l'esprit de conditions sociales d'où l'esprit est exclu. Elle est l'opium du peuple. L'abolition de la religion en tant que bonheur illusoire du peuple est l'exigence que formule son bonheur réel. Exiger qu'il renonce aux illusions sur sa situation, c'est exiger qu'il renonce à une situation qui a besoin d'illusions. La critique de la religion est donc en germe la critique de cette vallée de larmes dont la religion est l'auréole* » Karl Marx. Critique de la philosophie du droit de Hegel, 1843.

Pour toute correspondance écrire, sans autre mention, à : BP 380, Centre Monnaie 1000, Bruxelles 1, Belgique.

Consulter les sites Internet de Mouvement Communiste : www.mouvement-communiste.com et de Kolektivně proti kapitálu : <http://protikapitalu.org/>